SOUS COMMISSION FINANCE COMPTABILITE AUDIT

- Rapport de sous commission
- Spécimen d'épreuves et corrigés types
- Matières à retenir et format

FORMAT ET MATIERES DE REFERENCES POUR L'EPREUVE DE SPECIALITE

SOUS – COMMISSION : FINANCE COMPTABILITE AUDIT

FILIERE : Finance Comptabilité Audit

Durée : 4 heures

Coef : 4

Epreuve : Spécialités

L'épreuve de spécialité doit juger la capacité d'analyse du candidat du candidat. Cette épreuve comprend trois (3) parties.

- **Première partie** (durée au plus 1H 30)

Elle peut couvrir

- Comptabilité Générale
- Techniques Comptables Approfondies
- Gestion et Analyse Financière
- Bureau Comptable

- **Deuxième partie** (durée au plus 1h30)

Elle peut couvrir :

- Comptabilité Analytique
- Gestion Prévisionnelle et budgétaire
- Contrôle de Gestion

- **Troisième partie** (durée au plus 1h)

- Fiscalité des Entreprises
- Bureau Fiscal
- Comptabilité des Sociétés

FORMAT ET MATIERES DE REFERENCES POUR L'EPREUVE DE PRATIQUE PROFESSIONNELLE

SOUS – COMMISSION : FINANCE COMPTABILITE AUDIT

FILIERE : Finance Comptabilité Audit

Durée : 3 heures

Coef : 3

PRATIQUE DE CONTROLE ET AUDIT

QUESTION DE COURS

DOSSIER1 :

Introduction au Contrôle de gestion

- Définition du CG
- Objectifs du CG
- Outils du CG (planification-CAGE-TB)
- Fonction du CG
- Positionnement
- Les limites

Dossier 2 : Audit

SPECIMEN D'EPREUVE DE SPECIALITE

SOUS – COMMISSION : FINANCE COMPTABILITE AUDIT

FILIERE : Finance Comptabilité Audit

Durée : 4 heures

Coef : 4

Première partie

Cas 1:

A-

I- Autres régularisations

On vous fournit les informations suivantes relatives à l'entreprise "La CHANCE".

1- Des primes annuelles d'assurances ont été payés le premier septembre N pour un montant de 360 000 F. Par contre, des commissions ont été pour 32 000 F le 1er Octobre N pour la période du 1er novembre N au 30 Juin N+1.

2- Un emprunt a été contracté le 1er Juillet N-1 pour 500 000 remboursable en 5ans par parties égales le 30 Juin de chaque année. Les intérêts versés en même temps que les principaux sont calculés au taux 6% sur le capital restant dû.

3- Des marchandises d'une valeur de 450 000 F hors taxes ont été réceptionnées le 15 Juin N mais la facture ne nous est pas encore parvenue. D'autres marchandises d'une valeur de 200 000 F Hors taxes enregistrées le 03 novembre N ne sont pas encore réceptionnées.

4- Une ristourne de 30 000 F hors taxes est attendue des fournisseurs. Par contre l'entreprise a promis à ses clients des rabais d'une valeur de 25 000 F hors taxes.

5- Il reste en stock :

- Des fournitures de bureau non stockables 140 000 F.

- Des timbres postes 35 000 F.

- Des timbres fiscaux 50 000 F.

6- Il reste à payer :

- Le loyer du dernier mois 200 000 F hors taxes ;

- La facture d'électricité du mois de décembre 240 000 F hors taxes ;

- La facture de téléphone de décembre 70 000 F hors taxes.

Travail à faire :

Passer toutes les écritures de régularisation au 31/12/N.

II- Acquisition et production d'immobilisation

Acquisition le 01/06/ N d'un matériel de production par l'entreprise "LA CHANCE".

- Prix d'achat hors taxe40 000 000 F
- Frais d'installation et de montage.....8 000 000 F
- Travaux réalisés par les techniciens salariés de la société.....18 000 000 F

Règlement à hauteur de 65% par chèques bancaires. La durée probable d'utilisation est de 5ans et l'amortissement est linéaire.

Travail à faire :

- 1- Déterminer le coût d'entrée du matériel de production.
- 2- Passer au journal les écritures relatives à ces opérations.
- 3- Présenter les écritures nécessaires à l'inventaire du 31 décembre N.

B- Bureau comptable

- 1- Citer les différentes pièces comptables.
- 2- Citer les livres comptables.
- 3- Pourquoi doit- on obligatoirement conserver les pièces comptables?

Cas 2

A- QUESTIONS

- 1°) Quels sont les objectifs de l'analyse financière ?
- 2°) Expliquer l'effet de levier financier et l'effet de massue.

B- Soldes significatifs de gestion

De la balance par soldes au 31 décembre N de l'entreprise "La REUSSITE", on extrait les comptes de gestion suivant :

Comptes de gestion	Soldes
RRR obtenus sur achats de marchandises	40 000
Production stockée	325 000
Reprise de provision d'exploitation	7 000
Produits financiers	800 000
Ventes de marchandises	12 000 000
Achats de matière et fournitures liées	2 840 000
Autres produits	200 000
Variation de stocks de marchandises	140 000
Achats de fournitures stockables de bureau	658 000
Produits accessoires	80 000
Subvention d'exploitation	200 000
Produits HAO	40 000
Charges HAO	600 000
Transferts de charges d'exploitation	125 000
Dotations aux amortissements à caractère financiers	195 000
Variation de stock de matières premières	15 000
Services extérieurs A	800 000
Services extérieurs B	80 000
Charges de personnel	1 280 000
Impôts et taxes	314 000
Autres charges	200 000
Dons HAO accordés	18 500
Dotations aux amortissements HAO	50 000
Ventes de produits finis	5 850 000
Services vendus	300 000
Subventions d'équilibre	1 500 000
Dotations aux amortissements d'exploitation	420 000
Achats de marchandises	6 950 000
RRR accordés sur ventes de produits finis	50 000
Impôt sur bénéfice	A déterminer

Travail à faire :

- 1- Présenter les soldes significatifs de gestion
- 2- Calculer de deux manières différentes, la Capacité d'Autofinancement Globale

Deuxième Partie :

On vous fournit les informations suivantes par rapport à la situation financière de l'entreprise
EVIVI :

Eléments	2015	2016
Chiffre d'affaires	6 500 000	8 000 000
Charges		
Achat de matières premières	1 950 000	3 200 000
Transport sur achat	487 000	1 600 000
Commissions variables sur achat	243 500	800 000
Consommation proportionnelle d'électricité et d'eau	390 000	640 000
Autres charges variables de transformation	500 000	650 000
Entretien compteurs d'électricité et d'eau	20 000	20 000
Commissions variables des agents commerciaux	1 000 000	1 400 000
Amortissement des matériels roulants	200 000	200 000
Amortissement des bâtiments et autres immobilisations	200 000	200 000
Salaires fixes des agents commerciaux	500 000	500 000
Autres charges proportionnelles	A déterminer	A déterminer
Autres charges de structure	A déterminer	A déterminer
Charges totales	5 875 000	7 000 000

Travail à faire :

- A-
- 1) Définir les notions de :
 - a) Coût
 - b) Coût variable
 - c) Coût direct
 - d) Coût indirect
 - e) Coût fixe
 - 2) Présenter le tableau permettant de déterminer le résultat d'activité ordinaire de l'entreprise de l'exercice 2016

- 3) Calculer le résultat analytique de l'entreprise sachant que les autres charges variables de transformation comportent 100 000 de charges de période de l'exercice 2016 et que les autres charges de structure sont pour moitié des charges non incorporables en 2016. Il faut également tenir compte de la charge financière au taux de 8% sur le capital social de 1 000 000
- 4) Déterminer le seuil de rentabilité de l'entreprise de l'année 2016. En déduire sa date.
- B- Au fait, le 1^{er} avril le taux de marge sur coût variable est passé à 30% à cause de la hausse des coûts des matières premières. Calculer le nouveau seuil de rentabilité et en déduire sa date.
- C- En réalité le chiffre d'affaires de 2016 est irrégulièrement réparti

Trimestre	Chiffre d'affaires
1 ^{er}	1 500 000
2 ^{ème}	2 500 000
3 ^{ème}	3000 000
4 ^{ème}	1 000 000

Déterminer la date du point mort

- D- En 2016, le prix de vente unitaire est de 1000 F. La quantité vendue est une variable aléatoire d'espérance mathématique 2500 et d'écart type 1000. Le prix de vente, le coût variable unitaire et les coûts fixes constituent des données certaines :
- a) Calculer la probabilité pour que l'entreprise atteigne voire dépasse son seuil de rentabilité
- b) Calculer l'espérance mathématique du résultat, l'écart type du résultat, puis retrouver la probabilité sus calculée.

Troisième partie

On extrait du bilan au 31/12/N de la Société Anonyme COBRARA les informations suivantes :

a- Extrait : Bilan au 31/12/N

Actif	Bilan SA COBRA	Passif
Actionnaire restant dû	Sur capital appelé	Capital S. A. Versé
.....	1.250.000	175.000.000
Etat, avance et acompte versés sur impôt		Capital S .non appelé
		37.500.000
		Actionnaire, versement Anticipé (200 actions)

..... 950.000	 1.000.000
---------------	-----------------

b- Autres informations relatives à l'exercice N

- La société a été créée le 1/04/N
- Dépenses de chasse payées par chèque bancaire : 900.000 F
- Résultat comptable avant impôt : 7.801.559 F
- La date de réalisation de l'appel du 05/11/N est fixée au 30/12/N. A cette date, tous les actionnaires ont versé sauf un actionnaire propriétaire de 250 actions de valeur nominale 20.000 F.
- Insuffisance de dotations aux amortissements : 600.000 F
- Intérêts d'emprunt incorporés aux coûts de production d'un matériel livré à soi-même le 15/9/N : 600.000 F.

Le matériel est amortissable linéairement sur une durée de cinq (5) ans.

NB : L'écriture de régularisation du dernier appel de l'exercice N n'est pas encore passée.

C- En N+5, une filiale de la société a effectué à l'augmentation de son capital en procédant par une double opération simultanée : émission d'actions nouvelles d'une part et incorporation d'une partie de ses réserves facultatives d'autre part, pour porter le nombre d'action à 4 000. Avant l'opération la société possédait 1 200 actions de valeur nominale 18 000 F chacune. La modalité de l'émission est de deux actions anciennes pour trois actions nouvelles émises à 22 000 F libérées de moitié. Le droit de souscription découlant des opérations est de 750 F.

Monsieur VIVALDI propriétaire de 240 actions anciennes désire avoir après la double opération 830 actions avec possibilité d'achat des droits de souscription complémentaires.

Un autre, monsieur LEOTOS qui possédait 30% du capital avant les opérations a décidé de souscrire des actions nouvelles et de bénéficier des actions des actions gratuites. Mais compte tenu de sa bourse actuelle il a souhaité vendre une partie de ses droits de souscription et de ses droits d'attribution et avec le revenu procuré augmenté de 270 000FCFA sourire le maximum d'actions nouvelles libérées de moitié et bénéficié du maximum d'actions gratuites.

Travail à faire

- 1) Retrouver le montant du capital social de la société ainsi que le montant de chaque apport.
- 2) Reconstituer les écritures de réalisation du 30/12/N
- 3) Calculer le bénéfice fiscal de l'exercice N puis le montant de l'impôt BIC.
- 4) Quelle est la condition indispensable que la société doit remplir avec son passif avant de procéder à une augmentation de capital en numéraire ? Calculer le montant du droit d'attribution et passer les écritures découlant de l'augmentation du capital dans cette filiale.
- 5) Combien de droits de souscription va-t-il négocier pour réaliser son vœu ? Passer l'écriture dans ses livres (envisager toutes les éventualités et considérer le droit de souscription calculé plus haut).
- 6) quel est le montant boursier de l'action avant les opérations. Passer les écritures relatives à l'augmentation.
- 7) Combien de droit de souscription et de droit d'attribution doit-il vendre ? Combien d'actions nouvelles souscrira-t-il et d'actions gratuites bénéficiera-t-il ? (utiliser les droits découlant des données du sujet)

SPECIMEN D'ÉPREUVE DE PRATIQUE PROFESSIONNELLE

SOUS – COMMISSION : FINANCE COMPTABILITE AUDIT

FILIERE : Finance Comptabilité Audit

Durée : 3 heures

Coef : 3

Première partie

Cas Pratique I

Dans cette situation:

Quelle pourrait être l'incidence sur votre approche de contrôle, des risques suivants:

- a. La société fabrique des produits très dangereux tant sur le plan du voisinage que de l'environnement;
- b. La clientèle est essentiellement constituée de petits commerçants indépendants;
- c. La société réalise ses ventes à travers 10 agences réparties sur le territoire national;
- d. Le capital de la société est réparti entre deux groupes d'actionnaires : 70 % à un groupe industriel nation et 30 % à la famille qui l'a créée à l'origine;
- e. La société sur les conseils de son banquier envisage une ouverture de son capital (accession à l'appel public à l'épargne APE ou société de capital-risque);
- f. Le président, informaticien de formation a développé seul son système informatique de gestion (facturation des commandes, compta, gestion des comptes);
- g. L'expert-comptable a 3 missions;
- h. Le dirigeant concède qu'il existe de nombreux conflits avec le personnel;
- i. La société est filiale d'un groupe important qui impose des budgets draconiens à ses dirigeants de filiales;
- j. Le dirigeant touche une prime d'objectifs qui représente une part très importante de sa rémunération.

Travail à faire: Quelles sont les incidences de ces actes sur le fonctionnement normal de la société ?

Cas pratique II

- a. Le capital de la société est entre les mains d'une seule personne, également président de la SAS, et est âgé de 72 ans.
- b. Il existe un manuel très précis de contrôle interne.
- c. Les chutes d'aluminium ne sont pas valorisées dans les stocks et, au vu de leur observation physique, elles prennent beaucoup d'espace dans l'entrepôt.
- d. La société a un expert-comptable et un avocat fiscaliste depuis de nombreuses années.
- e. La matière première pour la fabrication de ces vérandas a connu une grande volatilité de ses cours.
- f. Le compte courant de l'actionnaire unique présente en fin d'exercice un solde créditeur. Cependant en N-1 et en N-2, le compte est débiteur par intermittence à l'intérieur de l'exercice fiscal.

Deuxième partie

On vous présente un extrait d'un entretien de GBOVI titulaire d'une Licence en Comptabilité, Audit et Contrôle de Gestion, avec son grand frère : monsieur EKPEMI directeur d'une ONG de collecte des ordures ménagères à Cotonou.

- EKPEMI : Mon frère, chaque fois que je demande à mon comptable pourquoi les ménages sont mécontents de nous, ce dernier me répond : « parce que les agents collecteurs ne font pas bien leur travail, ils sont des paresseux ».
- GBOVI : Fofu, votre comptable ne connaît rien. Les ménages se plaignent parce que vous n'avez pas mis en place un contrôle de gestion.
- EKPEMI : qu'est ce que tu appelles Contrôle de Gestion ? ma structure est une ONG, pourquoi dois-je mettre en place un Contrôle de Gestion avant que les clients ne soient satisfaits ? Au cas où je le ferai que va-t-il apporter à ma structure ? Celui en sera chargé, ne va-t-il pas chercher à prendre ma place en tant directeur ? Quels sont les outils qu'il peut utiliser afin de me donner satisfaction ?

En votre qualité de collègue de GBOVI, examiner la réponse du comptable, et répondez aux inquiétudes du directeur de l'ONG.

DE CORRIGE TYPE DE L'EPREUVE DE PRATIQUE PROFESSIONNELLE

La première partie n'est pas disponible. Les promoteurs pourraient le donner en TD s'ils le souhaitent

Deuxième partie

« **Parce que les agents collecteurs ne font pas bien leur travail, ils sont des paresseux** »

Cette réponse du comptable n'est pas tout correcte car elle est totalement subjective. En effet la réponse à une pareille inquiétude doit tenir de plusieurs paramètres intégrant les dispositifs internes susceptibles de permettre à l'atteinte des objectifs de l'organisation. D'où la nécessité de mettre en place le contrôle de gestion

Qu'est ce que le contrôle de gestion ?

Le contrôle de gestion c'est l'ensemble de dispositifs mis en place dans une organisation pour influencer les comportements des agents dans la mise en œuvre des stratégies de l'organisation. Autrement dit c'est le processus par lequel les managers influencent le comportement de leurs employés pour la mise en place de la stratégie de l'organisation (Anthony, 1988)

Le contrôle de gestion est aussi : le processus pour lequel les managers s'assurent les ressources sont disponibles et utilisées de façon efficace et efficiente en vue d'atteindre les objectifs de l'organisation (Anthony, 1965)

Pourquoi mettre en place le contrôle de gestion ?

En effet la mise en place du contrôle de gestion dans l'organisation même si elle est une ONG permettra d'éviter les problèmes de contrôle (ce qui peut faire que les agents collecteurs ne puissent pas aider l'ONG à atteindre ses objectifs : satisfaire les clients) que sont :

- **Le manque d'orientation ou de direction** parce que les agents collecteurs ne savent peut être pas la vision de l'ONG, la ou les missions de l'ONG, l'objectif général de l'ONG et les objectifs assignés à chaque acteur et les moyens dont il dispose pour l'atteindre. Il s'agit là de régler la question de savoir où va l'ONG, comment l'aider à y aller les moyens à disposition. Ici, le contrôle de gestion doit aider à éclairer chaque acteur sur la vision, la mission, les objectifs et les moyens subséquents pour l'atteinte des objectifs. Il s'agit donc vérifier l'adéquation entre vision-mission-objectifs et moyens (humain, matériel et financier). Si l'ONG envisage de rendre la cité belle, doit t'elle couvrir toute la cité en même temps avec quelle périodicité dans le ramassage et avec quels moyens ? le problème de centre de convergence des ordures collectées doit être régler aussi en vue de facilité la tâche aux agents.
- **La limite personnelle.** Une chose est de savoir où va l'ONG et ce qu'il faut faire pour l'y amener mais l'autre question importante est de pouvoir le faire. Ainsi, la limite personnelle pose la question de la compétence de l'acteur. Les agents collecteurs sont ils formés pour la mission qui leur est assignée ? L'homme qu'il faut est il à la place qu'il faut ? Le contrôle de gestion doit œuvrer pour l'adéquation profil-poste. Certes le

ramassage des ordures paraît une tâche simple et banale mais la satisfaction des clients dans leur diversité mérite une formation et des recyclages.

- **Le manque d'incitation** : une chose est de savoir, de pouvoir mais la question plus importante est de vouloir. Dans ce sens, le contrôle de gestion doit permettre de converger les intérêts individuels des acteurs vers l'intérêt global de l'ONG. Il s'agit pour le contrôle de gestion de créer les motivations nécessaires aux agents collecteurs pour qu'ils fassent leur travail. Comment l'ONG doit elle les rémunérer ? un salaire fixe et à quel niveau ? un salaire fixe en plus d'une prime à la productivité (nombre de ménages desservis) ou à la performance (la rapidité dans la collecte, la qualité : la propreté du ramassage, l'arrangement de la back à ordures des ménages ; la courtoisie dans le ramassage ...).

Que va apporter le contrôle de gestion à l'ONG ?

Il s'agit des finalités ou des enjeux du contrôle de gestion pour l'ONG. En effet, le contrôle de gestion a deux finalités pour l'ONG :

- Permettre la décentralisation de l'ONG et de coordonner les activités des entités décentralisées : il s'agit de répartir les attributions ou de déléguer des responsabilités à d'autres agents subalternes de l'ONG. Ceci va permettre de rapprocher les décisions des entités qui vont les appliquer afin de mieux satisfaire les clients.
- Evaluer la performance des entités décentralisées. Ceci va permettre de s'assurer que les décisions prises sont en cohérence avec la décision de la direction générale et que les objectifs assignés à chaque centre de responsabilité sont atteints ou non. Il s'agit de définir des critères de performance et évaluer conformément à ces critères. L'évaluation va permettre en fin de distribuer des récompenses positives pour ceux qui ont atteint les objectifs à eux assignés et des récompenses négatives à ceux qui n'ont pas réalisés ce qu'on attend d'eux conformément aux dispositions incitatives mises en place au sein de l'ONG.

La place du contrôleur de gestion dans l'ONG

Le contrôleur de gestion est un conseiller. Il ne décide pas mais il a pour rôle d'aider chaque acteur à atteindre les objectifs que l'ONG lui a assignés. En tant que conseiller, il est à la fois aux côtés de la direction générale pour la définition et l'atteinte des objectifs stratégiques donc en position staff, aux côtés des responsables de centre de responsabilité pour les objectifs tactiques donc en position hiérarchique et aux côtés des opérationnels pour des objectifs opérationnels. Il ne doit et ne peut donc en aucun cas chercher à usurper les attributions des autres. Structurellement si l'ONG n'a pas trop de moyens il est en position staff et de façon fonctionnelle en position line. Mais si l'ONG a les moyens on peut avoir un contrôleur de gestion central en position staff aux côtés de la direction générale et des contrôleurs de gestion techniques en line pour les objectifs tactiques et opérationnels.

Les outils du contrôle de gestion

- Il y a d'abord toutes les formes de comptabilité (générale et analytique) afin de s'assurer le système comptable offre une information fiable aux décideurs pour leurs prises de décisions

- Il y a le budget qui va permettre de s'assurer de l'adéquation des objectifs et des moyens. Il est un outil d'étalonnage pour l'ONG
- Le tableau de bord : outil intégrateur qui va rattacher les indicateurs de performance aux objectifs et aux réalisations pour chaque type d'acteur. Il permet d'évaluer le degré d'atteinte des objectifs par chaque acteur de l'ONG

Correction

Première partie

Cas 1: Comptabilité générale, techniques de comptabilités approfondies et bureau comptable.

A- Comptabilité générale et techniques de comptabilités approfondies

I- Autres régularisations

		31/12/N		
476		Charges constatées d'avances	240 000	
	625	Primes d'assurances		240 000
		S/ Régularisation		
		-----d°-----		
7072		Commissions et courtages	24 000	
	477	Produits constatés d'avance		24 000
		S/ Régularisation		
		-----d°-----		
671		Intérêts des emprunts	12 000	
	1662	Intérêts courus sur emprunts		12 000
		-----d°-----		
601		Achats de marchandises	450 000	
4455		Etat, TVA récupérables sur factures non parvenues	81 000	
	408	Fournisseurs, factures non parvenues		531 000
		S/ Régularisation		
		-----d°-----		
381		Marchandises	200 000	
	6031	Variations des stocks de marchandises		200 000
		S/ Régularisation		

4098	RRR, et autres avoirs à obtenir	35 400	
6019	RRR, obtenus (non ventillés)		30 000
4455	Etat, TVA récupérable sur factures non parvenues		5 400
	S/ Régularisation		
	d°		
701	Ventes de marchandises	25 000	
4435	Etat, TVA facturée sur factures à établir	4 500	
4198	RRR, et autres avoirs à accorder		29 500
	S/ Régularisation		
	d°		
476	Charges constatées d'avance	225 000	
6055	Fournitures et bureau non stockables		140 000
616	Transports de plis		35 000
6462	Droits de timbre		50 000
	S/ Régularisation		
	d°		
6052	Fournitures non stockable- Electricité	240 000	
622	Locations et charges locatives	200 000	
6281	Frais de téléphone	70 000	
4455	Etat, TVA récupérable sur factures non parvenues		
408	Fournisseurs, factures non parvenues		601 800
	S/ Régularisation		

II- Acquisition et production d'immobilisation

1- Déterminons le coût d'entrée du matériel de production

Eléments	Montants
Prix d'achat HT	40 000 000
Frais d'installation et de montage HT	8 000 000
Travaux réalisés par les techniciens salariés de la société HT	18 000 000
Coût d'entrée	66 000 000

2- Passons au journal les écritures relatives à ces opérations

01/06/N			
2411	Matériel industriel	66 000 000	
4451	Etat, TVA récupérable sur immobilisation	11 880 000	
481	Fournisseurs d'investissement		56 640 000
72	Production immobilisée		18 000 000
4434	Etat, TVA facturée sur livraison à soi-même		3 240 000
	S/ Acquisition du matériel de production		
d°			
481	Fournisseurs d'investissement	36 816 000	
52	Banques		36 816 000
	S/ Règlement		

3- Présentons les écritures au 31 décembre N

31/12/N			
681	Dotations aux amortissements d'exploitation	7 700 000	
2841	Amortissements du matériel industriel		7 700 000

S/ Dotation

B- Bureau comptable

1- Citer les différentes pièces comptables.

Ces documents justificatifs comptables sont:

- les factures d'achat;
- les factures de vente;
- les relevés de banque;
- bulletins de salaire;
- les déclarations fiscales; etc.

2- Citer les livres comptables obligatoires.

Les livres comptables obligatoires comprennent les éléments suivants : le livre-journal , le grand-livre et le livre d'inventaire.

3- Pourquoi doit- on obligatoirement conserver les pièces comptables?

Selon la loi, chaque opération financière doit être enregistrée dans la comptabilité de l'entreprise et assortie d'une pièce comptable justificative, à savoir un document qui prouve l'opération en question (facture d'achat, de vente, note de frais, bulletin de salaire, déclaration sociale...). Ces pièces comptables justificatives sont à transmettre à l'expert-comptable à un rythme prédéfini avec lui afin qu'il puisse effectuer sa mission de suivi de la comptabilité puis les comptes annuels. Ces documents justificatifs doivent être conservés pendant 10 ans, selon un système de classement et de format (originaux, électronique) que l'entreprise choisit librement . L'objectif étant de pouvoir transmettre rapidement n'importe quelle pièce comptable justificative en cas de demande de la part de l'expert-comptable, ou de l'administration fiscale lors d'un contrôle. Les pièces comptables justificatives sont obligatoires et doivent mentionner au minimum la date de l'opération, l'identification des parties concernées, les caractéristiques et le montant de l'opération et une codification pour le traitement.

Cas 2 : Analyse et gestion financière

A- QUESTIONS

1°) L'analyse financière a pour objectifs:

- d'apprécier la capacité bénéficiaire de l'entité ;
- d'identifier les risques financiers ;
- de projeter les perspectives de progression de l'activité et du résultat ;
- d'évaluer les potentialités de liquidité de l'entité
- de mesurer la rentabilité économique de l'entité

2°) L'effet de levier financier traduit l'impact positif de l'endettement sur la rentabilité des capitaux propres.

L'effet de massue traduit l'impact négatif de l'endettement sur la rentabilité des capitaux propres.

B- Soldes significatifs de gestion

1- Présentons les soldes significatifs de gestion

D 1321 MB Marchandises C	D 1322 MB sur matières C
(601) 6.910.000	(602) 2.840.000
(6031) -140.000	(6032) -15.000
SC: 5.180.000	SC: 3.650.000
11.950.000 (701)	5.850.000 (702)
	300.000 (706)
	325.000 (73)

D 133 Valeur ajoutée C	D 134 EBE C
(604) 658.000	(66) 1.280.000
(62) 800.000	SC: 5.978.000
(63) 80.000	7.258.000 (133)
(64) 314.000	
(65) 200.000	
5.180.000 (1321)	
3.650.000 (1322)	
80.000 (707)	
200.000 (71)	
200.000 (75)	

SC: 7.258.000

D	135	Résultat d'exploitation	C
(681)	420.000	5.978.0000	(134)
SC:	5.690.000	125.000	(781)
		7.000	(791)

D	136	Résultat financier	C
(687)	195.500	8.000.000	(77)
SC:	604.500		

D	137	RAO	C
SC:	6.294.500	5.690.000	(135)
		604.500	(136)

D	138	RHAO	C
(83)	618.500	40.000	(84)
(85)	50.000	1.500.000	(88)
SC:	871.500		

D	131	RN: Bénéfice	C
(89)	2.149.800	6.294.500	(137)
SC:	5.016.200	871.500	(138)

NB: $2.149.800 = (6.294.500 + 871.500) * 30\%$

2 -Calculons la CAFG de deux manières

1ère manière : Méthode additive

Eléments	Montants
Résultats net de l'exercice N	5.016.200
Dotations aux amortissements	665.500
Reprises de provisions à long terme	(7.000)
CAFG	5.674.700

2e manière : Méthode soustractive

Eléments	Montants	Eléments	Montants
Charges HAO	618.500	Excédent brut d'exploitation	5.978.000
Impôt sur résultat	2.149.800	Transfert de charges d'exploitation	125.000
		Revenus financiers	800.000

		Produits HAO	1.540.000
Total 1	2.768.300	Total 2	8.443.000

CAFG= Total 2 - Total 1

CAFG = 8.443.000 - 2.768.300

CAFG= 5.674.700

DEUXIEME PARTIE

A-

1) Définition :

- a) Un coût est l'ensemble des charges relatives à un objet de coût (produits, service,...).
Autrement selon le plan comptable général (PCG 1982) le coût est : « une somme de charges relatives à un élément défini au sein d'un réseau comptable. »
- b) Un coût est dit variable lorsqu'une variation proportionnelle peut être observée entre la charge totale et le niveau d'activité, mesuré par le volume de production. La charge par unité produite est constante
- c) Un coût est dit direct Une charge directe est une charge dont il est facilement observable qu'elle a été encourue pour un objet de coût spécifique et qu'elle peut lui être affectée, sans aucune ambiguïté.
- d) Un coût indirect est une charge qui n'est pas associée spécifiquement et uniquement à un objet de coût. Deux cas de figure peuvent se présenter :
 - Le coût d'une ressource consommée par plusieurs objets de coûts est une charge indirecte à chacun d'entre eux parce que le système d'information en place dans l'organisation ne permet pas d'affecter directement la charge à un objet de coût particulier.
 - Dans certaines situations, quel que soit le système d'information existant dans l'organisation, il est impossible de rattacher la consommation d'une ressource, la charge, à un objet de coût particulier.
- e) Une charge est dite fixe lorsque, au total, pour une période de temps donnée et un niveau d'activité maximal déterminé, elle reste constante. Au sens strict, un coût fixe est un coût lié à l'acquisition d'un potentiel de production, à la constitution de la structure (on les appelle parfois des charges de structure) dans laquelle l'activité de

l'entreprise prend place. La charge existe indépendamment de l'utilisation du potentiel créé.

2) Tableau de détermination du Résultat de l'activité ordinaire de 2016

Eléments		2015	2016
Chiffre d'affaires		6 500 000	8 000 000
Nature des charges	V F		
Charges			
Achat de matières premières	V	1950 000	2 400 000
Transport sur achat	V	487 000	600 000
Commissions variables sur achat	V	243 500	300 000
Consommation proportionnelle d'électricité et d'eau	V	390 000	480 000
Autres charges variables de transformation	V	500 000	650 000
Commissions variables des agents commerciaux	V	1 000 000	1 200 000
Autres charges proportionnelles	V	304 500	370 000
Charges Variables totales		4 875 000	6 000 000
Marge sur coût Variable		1650 000	2000 000
Entretien compteurs d'électricité et d'eau	F	20 000	20 000
Amortissement des matériels roulants	F	200 000	200 000
Amortissement des bâtiments et autres immobilisations	F	200 000	200 000
Salaires fixes des agents commerciaux	F	500 000	500 000
Autres charges de structure	F	80 000	80 000
Charges Fixes Totales		1000 000	1 000 000
Résultat d'activité Ordinaire		625 000	1 000 000

Détermination des inconnues :

- La charge Fixe totale

$$Lo = \frac{MSCV}{RAO} = \frac{\frac{RAO}{CA}}{\frac{ACA}{CA}} = \frac{1000000 - 625000 / 625000}{8000000 - 6500000 / 6500000} = 2,6 = MSCV/RAO$$

$$MSCV = Lo \times RAO_{2015}$$

$$RAO_{2015} = 6500\ 000 - 5875\ 000 = 625\ 000$$

$$\text{RAO 2016} = 8000000 - 7\,000\,000 = 1\,000\,000$$

$$\text{MSCV} = 2,6 \times 625\,000 = 1\,625\,000 \quad \text{tMSCV} = \text{MSCV}/\text{CA2008} = 1\,625\,000 / 6\,500\,000 = 0,25$$
$$\text{tMSCV} = 0,25$$

$$\text{CF} = \text{MSCV} - \text{RAO} = 1\,625\,000 - 625\,000 = \mathbf{1\,000\,000}$$

$$\text{Autres charges de structure} = 1\,000\,000 - (20\,000 + 200\,000 + 200\,000 + 500\,000)$$
$$= \mathbf{80\,000}$$

- **Autres charges proportionnelles**

tMSCV = 0,25 implique que le taux de charge variable = 0,75 soit une charge variable totale de :

$$\text{pour 2015} : 6\,500\,000 \times 0,75 = 4\,875\,000$$

$$\text{Autres charges proportionnelles} = 4\,875\,000 - (1\,950\,000 + 487\,000 + 243\,500 + 390\,000 + 500\,000 + 1\,000\,000) = \mathbf{304\,500}$$

Pour 2016 : **370 000**

3) **Le résultat analytique**

Résultat Analytique (RA) = Résultat d'activité Ordinaire (RAO) + Charges non Incorporable (CNI) – Charges Supplétives (CS)

Charges non incorporables = charges de période + charges de structure non incorporable = 100 000 + 80 000/2 = 140 000

Charges supplétives = 1 000 000 × 8/100 = 80 000

D'où

$$\text{RA} = 1\,000\,000 + 140\,000 - 80\,000 = \mathbf{1\,060\,000}$$

4) **Le seuil de rentabilité en 2016**

$$\text{SR} = \text{CF}/\text{tMSCV} = 1\,000\,000/0,25 = \mathbf{4\,000\,000}$$

$$\text{dSR} = \text{SR} \times 12/\text{CA} = 4\,000\,000 \times 12/8\,000\,000 = 6 \text{ soit le } \mathbf{30 \text{ juin } 2016}$$

B- Le nouveau seuil de rentabilité

1^{er} janvier à 1^{er} avril = 3 mois

Le CA correspondant $\text{CA1} = 8\,000\,000 \times 3/12 = 2\,000\,000$

La MSCV correspondante $\text{MSCV1} = 2\,000\,000 \times 0,25 = 500\,000$

CF restante à couvrir $\text{CF1} = \text{CFT} - \text{MSCV1} = 1\,000\,000 - 500\,000 = 500\,000$

La variation du SR $\Delta\text{SR} = \text{CF1}/\text{ntMSCV}$ (ntMSCV = nouveau taux de MSCV)

$$\Delta SR = 500\,000/0,3 = 1\,666\,667$$

$$\text{Nouveau seuil de rentabilité NSR} = CA1 + \Delta SR = 2\,000\,000 + 1\,666\,667 = \mathbf{3\,666\,667}$$

Déduisons sa date

$$\Delta d = \Delta SR * 9 / CA2 \text{ (CA2 = chiffre d'affaires restant à réaliser)}$$

$$CA2 = 8\,000\,000 - 2\,000\,000 = 6\,000\,000$$

$$\Delta d = 1\,666\,667 * 9 / 6\,000\,000 = 2,5 \text{ donc 2 mois 15 jours après le 1}^{\text{er}} \text{ avril soit le } \mathbf{15 \text{ juin } 2016}$$

C- Détermination de la date du point mort avec CA irrégulièrement réparti

Trimestre	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires cumulé
1 ^{er}	1 500 000	1 500 000
2 ^{ème}	2 500 000	4 000 000
3 ^{ème}	3 000 000	7 000 000
4 ^{ème}	1 000 000	8 000 000

Le cumul du chiffre d'affaires à la fin du 2^{ème} trimestre correspond au montant du seuil de rentabilité donc le seuil de rentabilité est atteint à la fin du 2^{ème} trimestre soit le 30 juin 2009 dans les conditions initiales.

D- Seuil de rentabilité probabilisé

a) Calculons la probabilité pour que l'entreprise atteigne voire dépasser son SR

$$P(Q \geq Q_0) = p(Q - E(Q)/\gamma Q \geq Q_0 - E(Q)/\gamma Q)$$

$$Q_0 = SR/PV_u = 4\,000\,000/1000 = 4000$$

$$P(T \geq 4000 - 2500/1000) = p(T \geq 1,5) = 1 - p(T \leq 1,5) = 1 - 0,9332 = \mathbf{0,668 \text{ soit } 6,68\% \text{ de chance d'atteindre voire dépasser son seuil de rentabilité}}$$

b) Calcul de l'espérance mathématique du résultat et de l'écart type du résultat

$$R = MSCV - CF = (PV_u - CV_u)Q - CF$$

$$E(R) = (PV_u - CV_u)E(Q) - CF$$

$$PV_u = 1000 \quad Q = CA/PV_u = 8\,000\,000/1000 = 8000$$

$$CV_u = CV/Q = CT - CF/Q = 7\,000\,000 - 1\,000\,000 / 8000 = 750$$

$$E(R) = (1000 - 750)2500 - 1\,000\,000 = \mathbf{-375\,000}$$

$$\Gamma(R) = (PV_u - CV_u)\gamma Q = (1000 - 750) * 1000 = \mathbf{250\,000}$$

Probabilité pour que l'entreprise atteigne voire dépasser son seuil de rentabilité est la probabilité pour que le résultat soit supérieur ou égal à 0

$$P(R \geq 0) = p(R - E(R)/\gamma R \geq 0 - E(R)/\gamma R) = p(T \geq 375000/250\,000) = p(T \geq 1,5)$$

$$P(T \geq 1,5) = 1 - p(T \leq 1,5) = \mathbf{0,668}$$